

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : ASA 41/005/2008

ÉFAI

9 octobre 2008

Viêt-Nam. La peur augmente, la discrimination aussi

Il faut que le gouvernement vietnamien mette fin aux manoeuvres d'intimidation et aux attaques contre les catholiques, et qu'il fournisse une protection contre les actes de violence de groupes soutenus par l'État, a déclaré Amnesty International ce jeudi 9 octobre 2008.

Les actes de persécution se sont multipliés depuis que les autorités ont réprimé de grandes manifestations pacifiques de catholiques à Hanoï à la fin du mois de septembre 2008. En août et septembre, des catholiques s'étaient rassemblés par milliers pour soutenir une revendication foncière de leur Église.

Dans un petit document basé sur de nouvelles informations qu'elle rend public ce jeudi 9 octobre, Amnesty International montre que les attaques physiques et verbales et les manoeuvres d'intimidation à l'encontre des catholiques se multiplient depuis la répression des manifestations. Le rapport se fonde sur des entretiens avec des groupes paroissiaux, des journalistes et des paroissiens du Viêt-Nam.

« Ils ont scandé des propos insultants pour nos pères et nos mères et dit des choses comme "à mort l'évêque" et "à mort les prêtres", a déclaré une jeune femme catholique à Amnesty International. Dimanche soir, quand je suis revenue de l'église, il y avait 400 à 500 personnes, dont un grand nombre en chemise bleue, qui criaient des slogans et portaient des banderoles. »

La campagne contre les manifestants catholiques s'intensifie dans les médias contrôlés par l'État et des groupes de contre-manifestants soutenus par l'État se rassemblent devant l'évêché et la paroisse de Thai Ha à Hanoï, harcelant et intimidant les responsables paroissiaux et les paroissiens. Des groupes ont lancé des pierres contre au moins une église catholique située en-dehors d'Hanoï.

Les autorités ont également recours à la législation pénale pour réprimer la liberté d'expression. Quatre manifestants ont été arrêtés et inculpés, et de nombreux paroissiens ont été convoqués à des interrogatoires dans des postes de police au cours des derniers jours. Amnesty International craint en outre que des hauts responsables de l'Église ne soient arrêtés.

Complément d'information

Les catholiques ont commencé à protester en décembre 2007 au sujet d'un long litige foncier concernant deux terrains à Hanoï qui appartenaient à l'Église catholique jusque dans les années 50, avant d'être confisqués par l'État. Les négociations entre l'Église et le gouvernement ont cessé en février 2008 et en août et septembre des milliers de personnes, dont certaines en provenance du reste du pays, se sont rassemblées pour manifester pacifiquement. À la fin du mois de septembre, les autorités avaient bouclé les terrains litigieux et mis fin aux manifestations silencieuses.

FIN/

Document public

Pour plus d'informations, veuillez prendre contact avec le service de presse d'Amnesty International à Londres, Royaume-Uni ; tél. : +44 20 7413 5566 ; courriel : press@amnesty.org
International Secretariat, Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni
www.amnesty.org